

Mémoire présenté au Comité des finances

Le 6 avril 2013

Objet : **L'INÉGALITÉ DES REVENUS AU CANADA**

Par Diana Gibson et Lori Sigurdson

Institut Parkland de l'Université de l'Alberta et Alberta College of Social Workers. Extrait de l'étude *A Social Policy Framework for Alberta*, publiée en 2012.

L'inégalité des revenus est un phénomène en croissance partout au Canada. Pendant 20 ans, le Canada, comme la plupart des pays développés, a connu une diminution constante des taux d'inégalité et de pauvreté, mais la situation a changé du tout au tout et ces taux ont augmenté rapidement au cours des 10 dernières années. En 2011, le Canada avait atteint des niveaux supérieurs à la moyenne des autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),¹ se classant 12^e sur 17 pays au chapitre de la pauvreté et de l'inégalité.²

L'écart grandissant de la répartition des revenus, en Alberta et dans tout le Canada, est principalement dû à la croissance rapide des revenus supérieurs. Selon les données de l'OCDE, la part du revenu total détenue par les Canadiens les plus riches, soit 1 % de la population, est passée de 8,1 % en 1980 à 13,3 % en 2007. En outre, la part du revenu détenue par les gens les plus riches qui constituent 0,1 % de la population a plus que doublé, passant de 2 % à 5,3 %.³ C'est pendant la décennie comprise entre 1997 et 2007 que le Canada a connu sa croissance la plus rapide et les personnes les plus riches, soit 1 % de la population, se sont emparées de 32 % de la croissance totale des revenus.⁴

Dans une société, le niveau d'égalité est l'un des facteurs clés du mieux-être de l'ensemble de la société. Bien que la pauvreté fasse partie de la problématique du mieux-être, le revenu relatif joue un rôle essentiel.⁵ En fait, des études ont révélé que la

¹ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2011. *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*. Note sur le Canada. Décembre.
<http://www.oecd.org/els/soc/49177689.pdf>

² Conference Board du Canada. 2011. Op. cit.

³ OCDE (2008). *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*. Note sur le Canada.

⁴ Yalnizyan, Armine. 2010. *The rise of Canada's richest 1 per cent*. Centre canadien de politiques alternatives. Décembre. p. 3.
<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2010/12/Richest%201%20Percent.pdf>

⁵ Le terme « mieux-être » s'entend tel que défini dans le cadre de l'Indice canadien du mieux-être. Voir Indice canadien du mieux-être. 2011. *Comment les Canadiennes et Canadiens se portent-ils véritablement?* Résumé : Indice canadien du mieux-être 1.0. Waterloo, Ontario : Indice canadien du mieux-être et Université de Waterloo.

pauvreté augmente à mesure que l'inégalité des revenus s'accroît.⁶ Il s'agit des deux côtés d'une même médaille. Il y a, d'un côté, l'égalité des chances et, de l'autre côté, les questions de disparité sociale et économique qui touchent la qualité de vie de tous les individus, des moins bien nantis aux plus riches.

2.1 L'inégalité nuit à l'économie

À l'échelle internationale, les économistes s'entendent de plus en plus pour dire que de grandes inégalités peuvent avoir des effets néfastes sur l'économie. Il s'agit d'un virage pour de nombreuses grandes institutions comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Conference Board du Canada.

Auparavant, les grandes institutions économiques comme le FMI présumaient que la répartition inégale des revenus faisait inévitablement partie de la croissance économique, et générerait au sommet de la pyramide un excédent de revenu pouvant être consacré à des investissements et au rendement. Cette nouvelle recherche a bouleversé cette hypothèse et suggère plutôt que la diminution de l'inégalité des revenus améliore le rendement et la durée de la croissance.

Des travaux récents menés par des chercheurs du FMI sur les facteurs qui influencent la durée de la croissance ont révélé que le facteur le plus intimement lié à la croissance à long terme est l'égalité de la répartition des revenus. Il a été démontré que les niveaux d'égalité des revenus sont davantage liés à la croissance économique que la stabilité des institutions politiques, l'ouverture commerciale, la compétitivité du taux de change, la dette extérieure ou les investissements étrangers directs. Le FMI a conclu que : « la répartition des revenus peut aussi figurer parmi les facteurs décisifs de la durée de la croissance. » Les chercheurs ont ajouté ceci : « De même que la marée montante entraîne tous les bateaux, notre analyse montre qu'en aidant les plus petits, on peut maintenir le flux qui pousse l'ensemble. »⁷

Selon le Conference Board du Canada, lorsqu'on s'interroge sur l'incidence de l'inégalité sur le mieux-être économique d'un pays, « la réponse est que de grandes inégalités peuvent nuire à la croissance économique si elles nuisent à la cohésion sociale ou si elles existent parce que le pays n'utilise pas pleinement les compétences et les capacités de tous ses citoyens, ce qui peut entraîner une augmentation des tensions sociales. »⁸

⁶ Raphael, Dennis. 2002. *Poverty, Income Inequality, and Health in Canada*. Toronto, Ontario : École de gestion et de politique de la santé, Université York et The CSJ Foundation for Research and Education. Juin.

⁷ Berg, Andrew G. et Jonathan D. Ostry. 2011. « Égalité et efficience : Faut-il arbitrer entre les deux ou vont-elles de pair? » Fonds monétaire international, Finances et Développement, septembre 2011, vol. 48, n° 3, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/berg.pdf>

⁸ Conference Board du Canada. 2011. « Canadian Income Inequality, Is Canada Becoming More Unequal? » Juillet.

Joseph Stiglitz, lauréat d'un prix Nobel, auteur de l'ouvrage *Le Prix de l'inégalité* et économiste en chef de la Banque mondiale, a aussi parlé des risques que les grandes inégalités font peser sur l'économie. Selon M. Stiglitz, l'inégalité entraîne davantage d'instabilité, une croissance économique plus faible, une efficacité réduite et une plus faible productivité, ce qui nuit à l'économie. De plus, il indique que l'inégalité croissante dans les structures contribue à rendre le système de plus en plus injuste, ce qui fait qu'on a l'impression que tout semble jouer contre certaines personnes. Par conséquent, le modèle démocratique bien rodé sur le modèle « une personne, une voix » est passé au modèle « un dollar, une voix ». La croyance voulant que l'accumulation de richesse au sommet soit fondée sur le mérite est un mythe. Cependant, c'est la société que nous avons créée qui permet de transformer en richesse le dur labeur des gens. Selon Stiglitz : « Veiller sur l'intérêt personnel des autres — autrement dit, au bien-être commun — est en fait une condition préalable au bien-être absolu de chacun [...] ce n'est pas seulement bon pour le moral, c'est bon pour les affaires. »⁹

La Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, signale également que les niveaux croissants d'inégalité font partie des causes de la crise financière.¹⁰

En résumé, Joseph Stiglitz a dit ceci : « Le 1 % les plus favorisés a les plus belles maisons, la meilleure éducation, les meilleurs médecins et le mode de vie le plus agréable, mais il y a une chose que l'argent, apparemment, n'a pas achetée : la compréhension que son sort est lié à la façon dont vivent les 99 % restants. »¹¹

2.0 L'inégalité nuit à chacun d'entre nous

De vastes et solides recherches ont été menées à propos des répercussions de l'inégalité sur le mieux-être social et économique. Les travaux de Richard Wilkinson et Kate Pickett, auteurs de *The Spirit Level*, ont joué un rôle de premier plan dans ces recherches.¹² À partir de données tirées d'un grand nombre de pays et d'études, ils ont étudié l'inégalité entre les pays et à l'intérieur des pays, les pays riches comme les pays pauvres. Il est ressorti de ces travaux une convergence d'opinion sur l'importante corrélation entre la disparité et un large éventail de problèmes sociaux, et sur le fait que la disparité nuit non seulement au mieux-être social, mais aussi à la base même de l'économie. Les principales conclusions sur les déterminants sociaux de l'inégalité, tels qu'exposés dans le résumé des travaux de Wilkinson et Pickett, sont :

⁹ Stiglitz, J.E. 2012. *Le prix de l'inégalité*. W.W. Norton & Company.

¹⁰ Commission d'experts établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. 2009. *Report of the Commission of Experts of the President of the United Nations General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System*. Septembre.

¹¹ Stiglitz. 2012. Op. cit.

¹² Wilkinson, Richard and Kate Pickett. 2010. *The Spirit Level : Why Equality Makes Societies Stronger*. New York : Bloomsbury Press.

Santé physique : Dans les sociétés moins équitables, l'espérance de vie est plus courte, un plus grand nombre d'enfants meurent en bas âge et l'état de santé autodéclaré des individus est moins bon.¹³

Santé mentale : Dans les sociétés moins équitables, un nombre beaucoup plus élevé d'individus souffrent de maladie mentale.

Toxicomanie : Dans les sociétés moins équitables, les individus ont davantage de problèmes de dépendances et risquent d'avantage de consommer des drogues illégales.

Éducation : Dans les sociétés moins équitables, les enfants réussissent moins bien à l'école.

Emprisonnement : Dans les sociétés inégales, une plus grande proportion des citoyens est emprisonnée.

Obésité : Le taux d'obésité est plus élevé dans les sociétés moins équitables.

Mobilité sociale : La mobilité sociale est moindre dans les sociétés moins équitables.

Confiance et vie communautaire : Dans les sociétés moins équitables, les collectivités sont moins unies et les gens se font moins confiance.

Violence : Dans les sociétés moins équitables, le nombre de crimes violents augmente, le taux d'homicide est plus élevé et les enfants sont davantage exposés à la violence.

Grossesses chez les adolescentes : Les mères adolescentes sont un phénomène plus courant dans les sociétés moins équitables.

Bien-être de l'enfant : L'indice du bien-être de l'enfant, établi par l'Unicef, est plus faible dans les sociétés moins équitables.

Pays riches et pays pauvres : Les sociétés plus équitables consacrent une plus grande part de leur revenu à l'aide internationale et obtiennent de meilleurs résultats selon l'indice mondial de la paix.

Égalité et réchauffement climatique : L'inégalité attise la compétition fondée sur le statut social, l'individualisme et la consommation à outrance. Elle fait en sorte qu'il est plus difficile de gagner l'appui du public en faveur de politiques qui visent à réduire le réchauffement climatique.

¹³ Un grand nombre de recherches définissent l'inégalité comme un facteur social déterminant de la santé. Agence de la santé publique du Canada. 2002. « The Social Determinants of Health: Income Inequality as a Determinant of Health. » http://www.phac-aspc.gc.ca/ph-sp/oi-ar/02_income-eng.php. Wilkinson, R.G. 2005. « The Impact of Inequality: How to make sick societies healthier. » Londres : Routledge.

La disparité compromet le tissu de relations sociales qui fait de nos collectivités des endroits où il fait bon vivre, élever des enfants et vieillir. Les répercussions sociales décrites par Wilkinson et Pickett sont des éléments essentiels de la qualité de vie de tous les Albertains. Certains facteurs — comme la violence, la confiance, la vie communautaire et les dépendances — touchent directement tous les individus, à la maison et dans leur collectivité. D'autres — comme l'obésité, le taux d'incarcération, les piètres résultats scolaires et la mauvaise santé — coûtent cher et entraînent une hausse des coûts pour toute la société. Certains de ces coûts ont été quantifiés dans une étude récente intitulée : « Poverty Costs, An Economic Case for a Preventative Poverty Reduction Strategy in Alberta ». ¹⁴ Selon cette étude, la pauvreté coûte, à elle seule, entre 7,1 et 9,5 milliards de dollars par année à l'Alberta.

Les facteurs de l'inégalité

Partout au Canada, les transferts de revenus des gouvernements fédéral et provinciaux ont réussi à sortir de plus en plus d'enfants de la pauvreté au fil des ans. Cependant, le régime fiscal et le système de transferts sont devenus moins efficaces pour s'attaquer au problème de l'inégalité. Des données récentes indiquent que les impôts et les paiements de transfert au titre des programmes sociaux réduisent moins l'inégalité au Canada que dans la plupart des pays membres de l'OCDE. ¹⁵ Selon l'OCDE, le Canada consacre moins d'argent que la plupart des pays de l'OCDE aux prestations en espèces comme les prestations d'assurance-emploi et les prestations familiales. Les chercheurs de l'OCDE concluent que, en partie, les impôts et les transferts ne réduisent pas l'inégalité autant que dans de nombreux autres pays. En outre, leur effet sur l'inégalité s'affaiblit avec le temps.

En général, le coefficient de Gini relatif au revenu marchand est semblable au Canada et en Europe. La principale différence réside dans le régime fiscal et le système de transferts, qui réduisent à 0,278 le coefficient de Gini relatif au revenu disponible en Europe, tandis que ce coefficient demeure autour de 0,343 dans les pays développés non européens, y compris au Canada. ¹⁶

Avant le milieu des années 1990, le régime canadien d'indemnisation fiscale était aussi efficace que celui des pays nordiques pour stabiliser l'inégalité, contrebalançant plus de 70 % de l'augmentation de l'inégalité des revenus du marché. Cependant, l'effet de la

¹⁴ Briggs, A. et C.R. Lee. 2012. « Poverty Costs, An Economic Case for a Preventative Poverty Reduction Strategy in Alberta. » Calgary : Vibrant Communities Calgary et Action to End Poverty in Alberta.

¹⁵ Luebker, Malte. 2012. « A Tide of Inequality: What can Taxes and Transfers Achieve? » *Social Europe*. 16 février 2012. www.social-europe.eu/2012/02/a-tide-of-inequality-what-can-taxes-and-transfers-achieve/

¹⁶ Luebker. 2012. Op. cit.

redistribution a décliné depuis,¹⁷ influencé à la fois par la diminution des transferts en fonction des revenus et par la modification des taux d'imposition.

Conclusions

Il est temps de prendre conscience des conséquences plus générales de la concentration des efforts déployés en faveur des citoyens les mieux nantis, et de prendre des mesures concertées pour veiller à ce que tous les Canadiens jouissent de la richesse du pays. Les inégalités ne cessent de croître. Les décisions politiques prises au début des années 1990 visant à aborder les services publics au moyen d'une approche de marché ont exposé les Canadiens à l'incertitude économique et à la vulnérabilité sociale. Pire encore, comme ce rapport l'a démontré, l'inégalité coûte cher, non seulement à cause de son incidence sur la croissance économique, mais, de façon plus générale, à cause de ses répercussions sur tous les citoyens en ce qui concerne l'augmentation de la violence, les problèmes de dépendance, la détérioration de la santé et la diminution de la cohésion sociale. Les disparités sociales et économiques s'accroissent et le mieux-être des Canadiens est compromis.

Le Canada est à la croisée des chemins. Le vieillissement de la population, la dénatalité, l'augmentation de la diversité de la population et la diminution des ressources sont des facteurs qui exigent une compréhension accrue des mesures nécessaires pour assurer la croissance économique et la cohésion sociale dans le futur. Pour réduire les disparités économiques et sociales au Canada, il faut avoir recours à un ensemble de solutions multidimensionnelles. On pense notamment au renforcement des programmes sociaux, à une réforme fiscale permettant de répartir les revenus de façon plus efficace et plus juste, et à une plus grande démocratie.

Il y a, en Europe, des exemples de pays où l'inégalité et la croissance économique ont été bien gérées et où les gouvernements se sont servis du régime fiscal et du système de transferts pour veiller à ce que cette richesse soit répartie au profit des générations actuelles et futures. La Norvège est un exemple pertinent puisqu'il s'agit d'un pays riche en ressources naturelles. Ce pays, où les impôts sont élevés et dont la taille secteur public est importante, est entré en récession après les autres pays, en est ressorti plus tôt et jouit du niveau de confiance des consommateurs le plus élevé de l'OCDE, tout en administrant ses abondantes ressources naturelles et en réduisant au minimum l'inégalité. De toute évidence, le Canada a d'autres possibilités.

¹⁷ OCDE. 2011 Op. cit.